



PREMIER MAI : LA RUE A PARLE

Les manifestations du premier ont vraiment marqué le début de la campagne électorale.

LA GUERRE N'EST PAS FINIE

Dans un long entretien, le Ricardo Wheelock, chef des renseignements de l'armée nicaraguayenne, fournit des données sur l'activité militaire de la Contra, analyse sa situation actuelle et révèle des informations sur l'implication des autres pays centraméricains.

OU EN EST LE MONDE PAYSAN ?

A dix ans de la réforme agraire, beaucoup de problèmes demeurent.

**LA VIE DE SANDINO FILMEE DANS LE NICARAGUA
DE SANDINO**

Miguel Littín attend la pluie pour dire "moteur"

**EL SALVADOR: VERS LA GUERRE TOTALE
OU LA NEGOCIATION ?**

L'extrême-droite arrive au pouvoir au milieu de fortes contradictions sur la stratégie à suivre.

LES HONDURIENS VEULENT LA PAIX

Une fois de plus, le gouvernement hondurien entrave le plan de paix dans la région. L'opinion publique hondurienne, sous la plume d'un journaliste du quotidien *El Tiempo*, appelle à plus d'indépendance.

EN BREF :

- Chute de l'inflation
- Rendez-vous en juillet à Managua

Le prochain Bulletin hebdomadaire sera publié le 24 mai.

40 P 11481

PREMIER MAI : LA RUE A PARLE

par Ricardo Pino Robles

Avec la célébration du premier mai, le paysage politique nicaraguayen se dessine en ce début de campagne électorale: trois tendances se dégagent. Les différents syndicats ont commémoré la journée internationale des travailleurs en trois lieux différents de la capitale, selon leur tendance politique : ceux qui soutiennent le FSLN se sont rencontrés sur la place de la Révolution, ceux qui sont contrôlés par le "Groupe des 14" se sont réunis dans un autre point de Managua et les travailleurs qui se réclament de ce qu'on appelle la "gauche radicale" se sont rassemblés dans un autre quartier.

Face à l'échéance électorale proche, les trois courants ont défini leur ligne et précisé leurs tâches pour la période à venir, compte-tenu de l'anticipation de la date des élections à février 90.

Le FSLN s'est exprimé à travers le discours de Victor Tirado, membre de la Direction nationale, qui a exposé les tâches prioritaires : défense militaire de la révolution, relance économique et consolidation d'une base sociale appuyant le projet d'économie mixte, de pluralisme politique et de non-alignement grâce au renforcement de la concertation sociale et politique.

Victor Tirado a salué la présence des 40'000 travailleurs venus soutenir la révolution, fêter le premier mai, démontrer la viabilité du modèle nicaraguayen et la possibilité de gagner les prochaines élections, malgré l'obstination agressive des Etats-Unis.

Au cours du rassemblement auquel appelait le "Groupe des 14" qui a réuni environ 5000 personnes, les différentes allocutions ont laissé entrevoir les divergences, derrière l'apparente unité de cette alliance entre groupes de droite et formations qui se réclament de gauche qui a passé un accord avec la Contra le mois dernier, au Guatemala.

D'un côté, Alvin Guthrie, secrétaire général de la Confédération d'unification syndicale (CUS) - dirigée par les socio-démocrates - s'est prononcé contre l'embargo commercial des Etats-Unis et a affirmé que son parti participerait au scrutin, bien que selon lui toutes les conditions pour des élections libres ne soient pas réunies. D'autre part, Carlos Huembes, du parti social-chrétien et dirigeant de la Centrale des travailleurs du Nicaragua (CTN), a averti que si le FSLN ne quittait pas le pouvoir en février prochain, ils se verraient "obligés de recourir à d'autres moyens pour retrouver la démocratie".

Les contradictions du "Groupe des 14" ont éclaté à travers leurs slogans : pendant que les socio-chrétiens, les conservateurs, les libéraux et les social-démocrates criaient leurs mots d'ordre anti-sandinistes et anti-

communistes, les socialistes et les communistes défendaient leurs positions en diffusant par haut-parleur les chansons de la gauche chilienne de l'unité populaire et du FMLN salvadorien.

Malgré les appels de Guthrie à la "lutte civique" et à la "résistance pacifique", la marche de l'opposition a donné lieu à des actes de vandalisme et un photographe du journal *Barricada* a été l'objet d'une agression physique violente.

Le rassemblement appelé par la "gauche radicale" a réuni le syndicat "Front ouvrier" (FO), le mouvement d'action populaire marxiste-léniniste (MAP-ML), le Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT) et le Mouvement d'unité révolutionnaire récemment formé (MUR). Il n'a compte que quelques dizaines de personnes. Ces groupes ont affirmé leur volonté de participer aux élections et ont manifesté leurs critiques à l'égard du FSLN.

Dans son hommage au premier mai, le secrétaire générale de Front ouvrier, Fernando Malespín s'est prononcé en faveur d'un mouvement syndical indépendant du FSLN car, de son point de vue, le gouvernement fait des concessions à la Contra et est en train de détruire les acquis de la révolution. La "gauche radicale" fonde ses critiques sur les récents accords de San Salvador et ceux passés par le gouvernement avec les producteurs du secteur agricole dans le cadre de la concertation nationale (il semble que le même type d'accord va être passé avec le secteur industriel afin d'éviter les faillites de certaines entreprises sous l'effet récessif des mesures anti-inflationnistes).

Le dirigeant de Front ouvrier a remis en cause également les syndicats alliés au "Groupe des 14", qui ne pourront jamais, selon lui, prétendre représenter les intérêts des travailleurs.

Selon les experts politiques, à l'exception du courant sandiniste guidé par un projet politique et économique clair, il pourrait encore y avoir des changements au sein de ces tendances. En premier lieu, les observateurs n'excluent pas la possibilité d'un éclatement du "Groupe des 14", non seulement à cause des divergences idéologiques qui le traversent, mais surtout parce que certaines des forces qui le composent pourraient s'intégrer au processus de concertation et s'éloigner des positions étatsuniennes et contras.

En ce qui concerne la "gauche radicale" il semble possible qu'elle se présente aux élections derrière un candidat unique.

La campagne électorale est ouverte, mais si trois courants se profilent aujourd'hui, personne ne peut prétendre que le paysage politique est fixe, des surprises peuvent encore survenir dans les mois qui viennent.

LA GUERRE N'EST PAS FINIE

par Maria Isabel Pasos

Managua, 26 avril (ANN). Il est vrai que l'intensité de la guerre a diminué au Nicaragua parce que les forces contre-révolutionnaires ont été militairement vaincues et qu'il existe désormais d'autres conditions politiques, pourtant l'activité de la Contra n'a jamais cessé, bien qu'elle n'ait pas reçu d'aide "militaire" des Etats-Unis.

Pour le lieutenant colonel Ricardo Wheelock, chef des renseignements militaires de l'armée nicaraguayenne, la guerre n'est pas finie, et la Contra est toujours une force grâce à l'assistance déguisée de l'Administration étatsunienne et à la collaboration des autres pays centraméricains. Dans une entrevue exclusive accordée à l'ANN, R. Wheelock a révélé des informations démontrant que l'activité des mercenaires continue et que les gouvernements de la région sont mêlés à l'agression contre le Nicaragua.

ANN : Actuellement règne un calme apparent qui conduit beaucoup de Nicaraguayens à penser que la guerre est finie et que la Contra est réduite à sa plus simple expression. Certains ont même le sentiment que les mercenaires ne sont plus que des réfugiés dans les pays voisins. Quelle est leur véritable situation ?

Ricardo Wheelock : Tout d'abord, il faut rappeler que le gros des forces contrerévolutionnaires est au Honduras. Il y a dans ce pays à peu près 6'950 combattants de la FDN et 500 de Yatama. Au Costa Rica se trouvent 400 effectifs d'ARDE. Au Nicaragua, il y en a environ 1'350.

Cela fait en tout 9'200 hommes armés. Mais il ne faut pas croire que ceux qui combattent représentent toute la Contra. Il faut ajouter leurs familles: on peut avoir une idée en multipliant ce chiffre par cinq ou par six.

Le gros des forces stationnées au Honduras se trouvent dans le secteur appelé "Bolson de Arenales", qui abrite une série de campements comme "Capire", "Yamales", "El Español", "Españolito", "Banco Grande". Ces gens ont été présentés comme des réfugiés mourant de faim, victimes du gouvernement nicaraguayen. En réalité, ils ont réussi à maintenir ce que les Etats-Unis appellent le "commandement et contrôle des forces", c'est-à-dire qu'ils sont organisés militairement dans les différents campements. Par exemple, dans ce qu'ils appellent le "centre d'instruction militaire" il y a en ce moment 600 cadres intermédiaires qui reçoivent un cours d'instruction militaire pour renforcer leur structure. La Contra est formée et entraînée au Honduras. Elle a maintenu l'unité de ses différentes forces. Le mois dernier, entre 250 et 300 mercenaires se sont infiltrés au Nicaragua pour apporter le ravitaillement et renouveler les effectifs.

Il faut ajouter à cela le réseau militaire des radios. Les stations contras comme *Radio 15 septembre*, *Radio Libération* et tout le système radio de la "résistance" continuent à fonctionner au Honduras. L'aspect le plus important est le système de transmission des ordres par radio, c'est-à-dire le circuit militaire entre d'une part Tegucigalpa et le commandement stratégique, et d'autre part ce dernier et les unités sur la frontière. Ce réseau se maintient exactement comme si tous les contras étaient sur notre territoire. C'est pour cela que j'insiste sur le fait que la guerre n'est pas terminée et que l'activité des mercenaires ne s'est pas arrêtée.

ANN : L'activité militaire n'a pas non plus cessé au Nicaragua ?

Ricardo Wheelock : Non. Les données du premier trimestre de cette année montrent que la Contra nous a attaqués 403 fois, qu'elle a tendu 17 embuscades, attaqué 10 villages, 4 asentamientos et 3 objectifs économiques.

En 1986, pendant la même période, il y avait eu 2'293 attaques. Mais à l'époque, il y avait 15'000 contras au Nicaragua, c'est-à-dire dix fois plus qu'actuellement. Si l'on fait un calcul proportionnel, on se rend compte que c'est comme si on avait eu 4'003 attaques. Ces statistiques font la preuve que l'agression continue et même que l'activité militaire s'est accrue.

Les actions de ce premier trimestre nous ont causé 43 morts (civils et militaires) et 75 blessés. Il y a en outre trois disparus et un grand nombre de séquestrés. Du côté des mercenaires, il y a eu 193 morts et 89 prisonniers. 26 ont déposé les armes.

ANN : On a parlé aussi de changements dans l'organisation de la Contra.

Ricardo Wheelock : En effet, ils ont changé leur structure militaire. Avant, ils étaient organisés en commandos régionaux et "fuerzas de tarea" (groupe de plusieurs dizaines de combattants ayant des objectifs spécifiques). Maintenant, ils le sont comme une armée régulière, avec des bataillons, des compagnies, des pelotons etc. Ils ont 21 bataillons, 3 bataillons indépendants, un d'artillerie et une compagnie de police militaire. Bien sûr, ces bataillons n'existent que sur le papier, en fait ce sont les "fuerzas de tarea".

Par ailleurs, ils ont organisé leur commandement comme un état-major, avec un chef des renseignements, de la logistique, des opérations, du ravitaillement, des opérations psychologiques. Il ont également un inspecteur général, une section de contre-espionnage, un responsable du front interne et un du front nord.

Ces changements, en plus du contenu militaire, ont pour but de copier la structure de l'armée nicaraguayenne afin qu'en cas de négociation ils puissent demander à s'intég-

rer à l'armée nationale. C'est donc quelque chose de très important.

ANN : Dans quel sens ?

Ricardo Weehlock : Cela veut dire que, même s'ils n'ont pas reçu d'aide militaire, ils ont été structurés comme une armée et il est extrêmement important d'être conscient que toute aide qu'on leur offre est militaire. Bien sûr, les Etats-Unis masquent leur soutien destiné à maintenir en vie les forces contre-révolutionnaires en l'appelant "aide humanitaire". Mais cette aide, c'est en fait des tentes, des uniformes, de la nourriture, des formations. Elle n'a rien d'humanitaire: elle est militaire et permet de soutenir une force capable d'aller au combat au moment où les Etats-Unis ou le Congrès décideront de lui livrer une aide militaire, c'est-à-dire qu'elle permet de maintenir la menace contre le Nicaragua.

ANN : S'ils n'ont pas reçu d'aide militaire directe, comment les contras font-ils pour se procurer des armes et des munitions ?

Ricardo Wheelock : Ils ont des réserves de munitions, d'explosifs, d'artillerie, de fusils, de fusées terre-air. Ils ont des stocks. Il ne faut pas oublier non plus les 16 millions de dollars de la dernière aide militaire accordée par le Congrès et qui ont été gelés. Nous savons que cette aide se trouve au Honduras et qu'elle est gardée par l'armée hondurienne, prête à être livrée à n'importe quel moment.

ANN : Bush a affirmé qu'il pratiquerait une politique plus "diplomatique" que celle de Reagan. Y a-t-il eu des changements dans le cercle militaire que les Etats-Unis ont dressé contre le Nicaragua ?

Ricardo Wheelock : Non seulement le contexte est le même que dans les années les plus difficiles de la guerre, mais encore on peut dire que la situation est pire, quand tout le monde parle de paix et que les autres gouvernements affirment que l'armée nicaraguayenne doit démolir ses forces.

Le déploiement des troupes étatsuniennes dans la région fait partie du contexte qui permet de maintenir la Contra en vie. Les manoeuvres militaires sont un élément très important, car elles permettent à l'armée des Etats-Unis et à celles des pays centraméricains de perfectionner leurs aptitudes tactiques et opérationnelles. De plus, elles garantissent aux effectifs étatsuniens une meilleure connaissance du terrain pour une future invasion du Nicaragua.

En ce moment, il y a plusieurs manoeuvres qui préoccupent le Nicaragua: au Costa Rica, les manoeuvres du génie appelées "Chemin de la paix" ont pour but d'améliorer l'infrastructure des routes et des aéroports. Cette infrastructure peut être utilisée par le Costa Rica, mais son

objectif est de donner aux Etats-Unis un accès par voie terrestre, depuis leurs bases du Panama, qui est beaucoup plus rapide et moins coûteux. Cela constitue une véritable menace pour la sécurité de notre pays, d'autant plus grave que le Costa Rica prétend ne pas avoir d'armée tout en prêtant son territoire pour les manoeuvres militaires d'une armée étrangère...

Au Guatemala, pour la première fois depuis dix ans, il y a des manoeuvres du génie et de l'aviation conjointes avec les Etats-Unis.

Au Honduras, ce sont deux grands exercices: "Ahuas Tara 89", manoeuvres du génie et anti-insurrectionnelles, et les manoeuvres "Terencio Sierra" destinées à améliorer le réseau des routes de façon à permettre la communication entre la Côte atlantique hondurienne, la frontière nicaraguayenne et la Côte pacifique. Plus de 6'000 soldats étatsuniens participent à ces exercices.

Il faut y ajouter une autre manoeuvre qui sera effectuée par les Etats-Unis à proximité de nos côtés et dans les Caraïbes. Elle s'appelle "Solid Shield 89". 20 bateaux de guerre étatsuniens, 2 portavions et 43'000 hommes vont y participer.

Le réseau d'espionnage des Etats-Unis vient compléter ce dispositif. Entre le 1er janvier et le 15 avril de cette année, ceux-ci ont effectué 60 vols d'espionnage avec différents types d'avions, entre autres les fameux Awacs. Ce sont des opérations de radio-exploration électronique, de photographie des zones stratégiques etc...

Depuis la base de Palmerola (Honduras), des avions d'espionnage ont réalisé 50 vols durant le premier trimestre. Un vol de U-2 coûte environ 6'000 dollars et ils en ont effectué dix. Avec tout cet argent, on aurait pu construire des écoles, des routes, améliorer les services de santé.

Si à ces activités on ajoute la surveillance permanente exercée par le satellite étatsunien, on se rend compte que les Etats-Unis disposent d'une énorme capacité de renseignements. Aucun pays d'Amérique latine ou même dans le monde n'a un tel poids au-dessus de lui, sans compter que toute l'information recueillie est passée à la Contra et aux armées centraméricaines.

La présence navale des Etats-Unis, qui n'a pas décliné, est un autre paramètre. Le bateau espion ARL 24, accompagné d'une frégate, est toujours près de nos côtes pacifiques. Dans l'Atlantique, une ligne de surveillance composée entre autres de frégates va de l'île du Cygne à l'île San Andres.

ANN : Bush va donc poursuivre l'agression comme Reagan ?

Ricardo Wheelock : Je vais vous communiquer un renseignement important. Nous n'avons pas l'habitude de divulguer des informations, mais je vais faire une exception. Dans le procès d'Oliver North, il a été dit que Bush a participé aux activités destinées à renverser le gouvernement nicaraguayen, bien qu'un grand nombre d'affirmations essaient de démontrer le contraire. Nous savons de source certaine que Bush est allé au Honduras le 26 mars 1985 à bord d'un avion VC 137, Air Force no 2, immatriculé 27'000, en compagnie de Harry Shlaudemann, ambassadeur itinérant de la Maison Blanche, de Robert Mac Farlane, du Conseil de sécurité, et de Thomas Mac Namara, sous-secrétaire aux affaires politiques et militaires. Au cours de la réunion qu'ils ont eu avec les autorités honduriennes, Bush a offert plus de 200 millions de dollars d'aide économique et militaire en échange de l'appui à la Contra.

Il a en outre garanti que les Etats-Unis aideraient le Honduras si le Nicaragua l'attaquait. On voit clairement à travers ces faits la politique que mènent les Etats-Unis et l'implication du Honduras. A la suite de la visite de Bush, au cours du même mois de mars, le général John Vessey, personnage d'une extrême importance puisqu'il est à la tête de la junte des chefs d'états-majors des forces armées étatsuniennes, est arrivé au Honduras, ainsi que John Galvin, à l'époque chef du "Commandement Sud", pour concrétiser l'accord en question. C'est à ce moment-là que le Honduras a reçu la promesse de 14 avions F-5 et du renouvellement de tous ses équipements militaires. Pour finir, en décembre, ce sont Poindexter, du Conseil de sécurité, Elliot Abrams, sous-secrétaire aux affaires latino-américaines, et Oliver North qui sont venus à leur tour à Tegucigalpa.

ANN : A propos de l'aide des autres pays centraméricains à la Contra, pouvez-vous nous donner quelques éléments concrets ?

Ricardo Wheelock : Pour démontrer l'implication des autres pays de la région, il suffit de rappeler ce qu'eux-mêmes nous ont dit. Au Guatemala, une source militaire nous a informé, avec grande honte, qu'en 84/85 les Guatemaltèques ont donné à la Contra des uniformes, des bottes, des munitions, des explosifs et même - ce renseignement ne provient pas de la même source - un avion de type DC 47, que les contras ont baptisé "Quetzal". En plus, des avions de la Contra ont été réparés au Guatemala. Nous avons une preuve entre nos mains. Mais l'élément le plus important est constitué par l'achat au Portugal par O. North d'armes destinées à la Contra mais sous le couvert du Guatemala. O. North, a acheté ces armes par le biais d'une compagnie comme si elles étaient pour le Guatemala, si bien que le document porte la signature d'un haut officier guatemaltèque, avec tous les tampons.

En ce qui concerne le Salvador, on connaît la situation et l'on sait déjà que ce pays a servi de tremplin à Hasenfus.

Au Honduras, la participation de l'armée est absolument claire, au point que nous estimons qu'elle est plus impliquée que l'armée étatsunienne. Les militaires honduriens offrent leur protection à la Contra, avec laquelle ils sont en communication.

Beaucoup d'officiers font d'ailleurs de bonnes affaires avec elle, en la ravitaillant en nourriture ou en combustible par exemple. De plus, ce pays a servi de plaque tournante pour la remise des armes. Par exemple celle fournies par Israël sont arrivées au Honduras, tout comme les autres d'ailleurs. Le Honduras reconnaît la présence des contras sur son territoire. Son mariage avec la Contra est consommé.

Par exemple, ce trimestre les mercenaires ont effectué 29 infiltrations avec le consentement et sous la protection de l'armée de ce pays. L'implication du Honduras est absolument complète, c'est là que la Contra est entraînée. On peut affirmer que sans la protection du Honduras et sans l'argent des Etats-Unis, la Contra n'existerait pas.

Le Costa Rica n'est pas en reste. L'ancien président Luis Alberto Monge avait offert aux contras toutes les facilités.

ANN : Vous dites et vous prouvez que la Contra est toujours organisée militairement au Honduras. Mais ce pays a signé un accord, lors du sommet des présidents à San Salvador, par lequel il s'engage à exécuter un plan de démobilisation des mercenaires. Comment peut-on expliquer cette contradiction ?

Ricardo Wheelock : C'est vrai que le plus grave est que cette situation viole les accords de San Salvador. Le Honduras allègue une série de principes humanitaires qui n'ont aucune valeur car il s'agit d'une force militaire, mercenaire, organisée pour déstabiliser le Nicaragua. L'argument consistant à demander que soient aussi démobilisées d'autres forces, comme les "Cinchoneros" au Honduras, le FMLN au Salvador ou la guérilla guatemaltèque, est fallacieux, car la Contra est la seule force qui soit basée en dehors de son terrain d'opération. Le FMLN combat au Salvador et n'a aucune force dans un autre pays.

ANN : Il y a eu les accords d'Esquipulas, d'Alajuela, de San Salvador. Pourquoi les autres gouvernements centraméricains ont-ils changé d'attitude et se sont engagés à chercher la paix, reconnaissant le gouvernement nicaraguayen et oubliant leurs efforts pour le renverser, alors que les Etats-Unis s'obstinaient à détruire la révolution ?

Ricardo Wheelock : Il faut se souvenir que l'Administration Reagan n'a pas réussi à obtenir un accord bipartite sur sa politique à l'encontre du Nicaragua. Dans la mesure où le Congrès a bloqué cette ligne, les gouvernements centraméricains se sont rendu compte qu'il ne pouvaient

tion Reagan n'a pas réussi à obtenir un accord bipartite sur sa politique à l'encontre du Nicaragua. Dans la mesure où le Congrès a bloqué cette ligne, les gouvernements centraméricains se sont rendu compte qu'il ne pouvaient pas se compromettre dans une politique qui n'était pas approuvée par le Congrès et qui était mise en échec sur le plan militaire, politique et social.

Le grand succès de notre gouvernement est d'avoir affronté les Etats-Unis directement et indirectement et d'avoir repoussé la terrible agression qu'ils nous ont imposée. Cette victoire a permis la signature d'Esquipulas, celles de Sapoá, d'Alajuela et de San Salvador.

ANN : La Contra est vaincue mais toujours organisée. Quelle option lui reste-t-il ?

Ricardo Wheelock : Je vais vous répondre en vous racontant une expérience personnelle. Quand je suis arrivé à Sapoá, j'ai pris conscience, après les premières réunions, que la Contra n'existe pas. Pourquoi ? Examinons la délégation qui négociait avec nous: son chef négociateur, Jaime Morales Carazo, a été congédié, et Cesar a été exclu de la direction politique, "Fernando" a été congédié, de même que "Toño", "Mike Lima", Benito Bravo. Je me suis rendu compte que nous avions en face de nous des individus et non une organisation, et que le seul élément qui les unissait étaient les Etats-Unis. Autrement dit, Calero ne représentait pas le parti conservateur mais ses propres intérêts. Alfredo Cesar aussi et tous les autres également.

Vous me dites: la Contra. Mais quelle Contra ? Nous les avons vaincus sur le plan militaire. Sur du plan politique ils ne représentent d'option pour personne sauf pour les forces du passé. Que leur reste-t-il ? S'insérer comme individus dans le processus démocratique de notre pays. Les garanties leur donne la révolution. Ce que veulent les Etats-Unis, c'est arracher des concessions en se servant d'un cadavre.

La seule option, c'est la négociation avec les Etats-Unis.

ACTIONS MILITAIRES DE LA CONTRA DE 1986 A 1989

	1986	1987	1988	1989*	total
combats	2293	949	2081	403	5723
embuscades tendues à l'armée	155	211	165	17	548
embuscades tendues aux civils	72	23	51	1	147
attaques contre l'armée	31	28	79	13	151
attaques de villages	36	199	22	10	267
attaques d'asentamientos	-	4	10	4	18
attaques contre des objectifs économiques	-	7	2	3	12
attaques à des unités de production de l'Etat ou des coopératives	13	17	14	1	45
sabotages	43	63	48	2	156
enlèvements	65	52	283	30	430
infiltrations	24	7	49	29	109
sorties du territoire	-	2	51	33	86
provocations de l'armée hondurienne	79	69	101	41	290
total	2811	1628	2956	587	8018

*note: du 1/1/89 au 1/4/89

Sources: direction des renseignements militaires de l'armée populaire sandiniste.

OU EN EST LE MONDE PAYSAN ?

par Ricardo Pino Robles

Managua, avril (ANN) A bientôt 10 ans de la réforme agraire, le monde rural affronte une situation économique difficile, en conséquence des politiques anti-inflationnistes impulsées par le gouvernement et des problèmes structurels non résolus. C'est la conclusion qui se dégage de l'entrevue avec Alonso Porras, viceministre de l'agriculture et de la réforme agraire, reproduite dans la publication du département d'agitation et de propagande du FSLN "La Piedra". En même temps qu'il faut un bilan de ces dix années, A. Porras aborde franchement les problèmes aigus auxquels est confronté le secteur rural aujourd'hui.

Il explique que les nouvelles conditions économiques sont particulièrement difficiles pour les paysans dans la mesure où, jusqu'aux derniers ajustements, les distorsions que connaissait l'économie et la politique de crédit

plus que flexible favorisaient la production agricole et surtout la production de consommation nationale. "Le crédit proposé était un véritable cadeau et pratiquement illimité": les moyens de production, les machines et les biens de consommation revenaient très peu cher avec le cours officiel en vigueur jusqu'à la mi-février 88 (70 cordobas pour un dollar, alors qu'au marché noir le dollar était à 50'000 cordobas). De plus, l'excès de monnaie en circulation faisait que la production pour la consommation nationale (grains de base, fruits et légumes principalement) atteignait des prix souvent disproportionnés.

Avec les mesures anti-inflationnistes, le scénario économique à change, avec une forte contraction de la demande, une chute des prix sur le marché intérieur, un relèvement des coûts de production lié à l'achat au prix réel des produits importés, tels que les produits chimiques utilisés dans l'agriculture.

Les prix des produits industriels varient aujourd'hui en fonction du taux de change de la monnaie nationale et il existe un crédit dont le taux d'intérêt évolue plus vite que les prix de la production.

Pour donner une idée précise des termes de l'échange entre la ville et la campagne, A. Porras affirme que fin février 89, à la campagne, les prix moyens des outils de production avaient augmenté en 1988 de 30'000 %, les produits de consommation de base de 16'300 % et les biens de consommation de 26'637 %, pendant que les prix nominaux du maïs et des haricots rouges avaient augmenté seulement de 8400 % et 7900 %. "Ceci constitue le principal problème conjoncturel que connaît le secteur rural", selon A. Porras. Les paysans sont en majorité producteurs de grains de base (maïs, haricots rouges, riz et sorgho utilisé pour l'alimentation des animaux). Pour deux secteurs de la paysannerie, les politiques agraires ne sont pas parvenues à trouver de solutions: celui des travailleurs saisonniers semi-prolétariés de la zone pacifique, et des paysans pauvres des zones sèches du nord et du centre.

Les premiers ont été concernés en priorité par la politique de distribution des terres. La nature même du modèle agro-exportateur (hérité du régime antérieur) reproduit du nouveaux contingents de semi-prolétaires du fait du manque d'emplois stables.

"Le modèle agro-exportateur a besoin d'une grande quantité de force de travail saisonnière pour les périodes de récoltes (café, sucre, coton, bananes), et quand la récolte s'achève, les travailleurs restent sans emploi. Notre économie n'offre pas la possibilité d'absorber ces secteurs" déplore A. Porras.

En ce qui concerne les paysans pauvres, on recense 40'000 familles (de cinq personnes en moyenne) "vivant sur des terres arides, sèches, pierreuses et infertiles, sans espoir à court terme de pouvoir y produire quoi que ce

soit. Ces familles survivent en vendant des iguanes, du petit bois ou des perroquets sur les routes". L'unique alternative pour eux passerait par des investissements massifs dans le développement d'activités spécifiques de zones tropicales sèches, qui sont impossibles à court terme, ou par leur réinstallation sur des terres plus fertiles, ce qui est tout aussi peu réalisable.

En matière de bilan de ces dix ans, les chiffres officiels indiquent que la structure latifundiaire de plus de 350 hectares est tombée de 36 % de l'ensemble des terres cultivées, avant 1979, à 9 % aujourd'hui de l'ensemble des terres cultivées. La propriété d'Etat appelée ici "aire propriété du peuple" recouvre 13,5 % de la terre, le mouvement coopératif 22 % avec 3200 coopératives.

Les terres ont été remises en gestion directe à 80'000 familles et 36'000 familles supplémentaires ont reçu des titres de propriété pour des terres sur lesquelles elles vivaient et qui appartenaient à l'Etat, y compris des communautés indigènes de la Côte atlantique. Jusqu'à ce jour, 116'000 familles de paysans nicaraguayens ont donc bénéficié directement de la réforme agraire.

LA VIE DE SANDINO FILMÉE DANS LE NICARAGUA DE SANDINO

par Raquel Fernandez

Managua, 3 mai (ANN) Niquinohomo, village à 40 km au sud de Managua, n'a guère changé depuis la naissance en 1895 de Augusto Calderón, immortalisé sous le nom de son père, Gregorio Sandino, qui n'a d'ailleurs jamais voulu le reconnaître. Aujourd'hui, les rares transformations que les temps modernes lui ont fait subir, comme les pavés des rues et les fils électriques, sont invisibles.

Miguel Littín a commencé le tournage de son film "Sandino". Grosse barbe poivre et sel, regard perçant à l'ombre du chapeau: le cinéaste chilien se concentre avant chaque prise de vue. Le petit monde en folie qui participe au tournage s'agite sous le soleil 'trop de soleil'.

Celui qui a eu l'insigne courage de s'aventurer dans l'antre du monstre pour filmer la dictature chilienne à répondu aux questions de l'ANN.

ANN : Quand et comment avez-vous entendu parler de Sandino ?

Miguel Littín : Je suis latino-américain et, depuis mon enfance, j'ai toujours entendu parler des personnages qui ont marqué la vie de nos peuples. Sandino est important dans la culture chilienne.

La poétesse Gabriela Mistral l'appelle "le général des hommes libres" et a baptisé son armée "la petite armée

folle". Des hommes fous d'enthousiasme et de dignité. Gabriela Mistral a dit aussi que toute l'Amérique latine reposait sur les épaules de Sandino et elle a invité les hommes politiques de son époque à manifester leur anti-impérialisme avec le même courage. Sandino appartient à la culture révolutionnaire et anti-impérialiste du continent. Je le connais depuis longtemps.

ANN : Qu'est ce que cela représente pour vous de filmer "Sandino" ?

Miguel Littín : C'est un des défis les plus importants que j'ai eu à relever comme cinéaste en 21 ans de carrière. Il s'agit de diriger une équipe de 200 acteurs et de 12'000 figurants en plus de l'équipe technique. C'est un défi personnel, mais c'est plus que ça. Tant de gens ont mis tous leurs espoirs dans la réussite du projet.

Tout cela entre les mains d'un seul homme. On est si fragile, on dépend de tellement de choses. Tout à coup un nuage ne veut pas cacher le soleil alors qu'on doit tourner une scène sous la pluie. Sans compter la responsabilité de raconter la vie de quelqu'un comme Sandino, qui a une si grande signification pour les latino-américains et pour tous les esprits libres du monde.

ANN : Ce n'est pas trop compliqué de tourner au Nicaragua ?

Miguel Littín : cela pose toutes sortes de problèmes de tourner dans un pays qui n'a pas d'infrastructure cinématographique. Mais chaque film représente une situation différenciée, chaque film a sa propre dynamique, son propre mouvement et sa problématique. Je ne peux pas dire de façon générale les problèmes que soulève le fait de filmer ici. Ma préoccupation en ce moment, c'est qu'il fait un soleil splendide et que j'aurais besoin que le temps se couvre pour filmer une scène sous une grosse averse. Nous sommes en train de prendre du retard et de perdre de l'argent, qui est justement ce qui nous manque le plus. Nous avons la foi, l'enthousiasme, la persévérance mais parfois l'argent nous manque un peu.

ANN : Est-ce que c'est difficile de travailler avec les amateurs ?

Miguel Littín : C'est un problème technique. Le travail avec des amateurs est différent du travail avec des professionnels. Mais si en plus professionnels et amateurs sont mélangés, il y a toujours des difficultés supplémentaires qui demandent plus de temps dans la préparation, les essais et le tournage.

ANN : Les acteurs ont-ils conscience d'incarner de grands symboles ?

Miguel Littín : Ils ne peuvent ressentir cela, car ce que nous faisons c'est raconter la vie d'êtres humains, et non le processus historique qui les a hissés au rang de symbo-

les. Les gens n'ont pas conscience de cette importance. C'est l'histoire qui donne leur dimension aux personnages, mais au moment où nous les filmons, ce sont des êtres humains ordinaires. Je sur parle de cela avec les acteurs. La tâche du réalisateur est toujours de persuader les autres que ce qu'il dit est vrai et qu'il faut faire comme il le demande. Diriger, c'est avant tout convaincre.

ANN : Auriez-vous pu tourner ce film avant le triomphe de la révolution ?

Miguel Littín : Non, bien sûr que non. Du moins pas au Nicaragua. En plus il aurait été impensable de filmer la vie de Sandino sous Somoza. La vie de Sandino ne peut être filmée que dans le Nicaragua de Sandino.

EL SALVADOR: VERS LA GUERRE TOTALE OU LA NEGOCIATION ?

par Pablo Hurtado

San Salvador, mai (ANN) Dans moins d'un mois, le président démocrate chrétien, José N. Duarte, passera le pouvoir au puissant propriétaire de plantations de café, Alfredo Cristiani, représentant du parti d'extrême-droite Arena, qui manifeste actuellement son penchant pour un durcissement de la guerre et rejette la négociation avec la guérilla.

Cette position n'est pas nouvelle et la situation était prévisible: ARENA n'a pas attendu son succès aux élections du 19 mars dernier pour affirmer son option pour la "guerre totale". Depuis sa fondation en 1984, elle défend cette ligne radicale et s'oppose à ce qu'il est convenu d'appeler la *guerre de faible intensité*.

Cette *guerre de faible intensité* menée depuis 8 ans par la démocratie-chrétienne, "conseillée" par les Etats-Unis, consiste à allier l'affrontement militaire avec la guérilla à une entreprise d'améliorations sociales visant à se gagner "les coeurs et les esprits" de la base qui soutient le FMLN.

Jusqu'à cette tactique a échoué, tant au Vietnam qui en a été le laboratoire, qu'au Salvador où elle a fait déjà 70'000 victimes et a mis le pays dans une dépendance totale vis-à-vis des Etats-Unis : ceux-ci arrosent le pays de près de deux millions de dollars quotidiennement en aide économique et militaire.

Les perspectives sont sombres: aujourd'hui certains grands propriétaires appartenant à ARENA exercent des pressions sur Cristiani pour qu'il lance la guerre totale sans plus attendre et pour qu'il refuse tout contact avec le FMLN. Tel est le cas d'Orlando de Sola, président du "groupe de la libre entreprise", qui a appelé ces derniers

des millionnaires salvadoriens résidant à Miami a "recommandé" au futur président de nommer à la défense un militaire qui "ne se laissera pas ligoter par la doctrine peu probante du conflit de faible intensité, mais qui au contraire cherchera une victoire militaire rapide".

Cela doit être l'objectif d'ARENA selon Sola, et non la paix, pour vaincre le FMLN, il faut "un état de sécurité nationale fondé sur une stratégie militaire et psychologique et sur un bon service de renseignements, que nous avons perdus à cause de l'intervention des Etats-Unis dans la conduite de la guerre" proclame-t-il publiquement. Il estime "insensé" de parler de relance économique, de réduction de l'appareil et du budget d'Etat sans avoir tout d'abord obtenu cette victoire militaire.

Le futur gouvernement s'est déjà fait l'écho de certaines de ces "recommandations": le 24 avril, le vice-président élu, Francisco Merino (également membre éminent d'ARENA), a affirmé que l'utilisation de la population comme source de renseignements allait s'intensifier, avec la création d'un "bureau qui récoltera l'information sur les personnes suspectées d'être subversives".

Cristiani lui-même n'a pas écarté la possibilité de décréter l'état de siège pour lutter contre les actions de la guérilla, principalement dans la capitale et les grandes villes du pays.

Mais en déclenchant ce type de tactiques et de stratégies, en optant pour la "guerre totale", ARENA risque de provoquer des tensions dans ses relations avec certains secteurs de Washington, qui n'ont pas tous vu d'un bon oeil l'extrême-droite prendre le pouvoir au Salvador. Mais celle-ci a aussi ses supporteurs au sein de l'Administration de Bush, tel Michael Kozak, un des "nouveaux faucons" (qui doivent leur nom à leurs positions militaristes). Il a déclaré que les Etats-Unis doivent leur nom à leurs positions militaristes). Il a déclaré que les Etats-Unis doivent maintenir leur aide économique et surtout militaire au futur gouvernement salvadorien. "Nous ne devons pas relâcher notre assistance aux autorités salvadoriennes dans leur lutte contre le FMLN" a affirmé M. Kozak, qui occupe au sein du département d'Etat la fonction de secrétaire-assistant par intérim des Affaires inter-américaines.

Le département d'Etat des Etats-Unis est partisan de maintenir l'aide financière au Salvador, quel que soit la tendance au pouvoir, dans la mesure où ses intérêts y sont garantis et où le Salvador demeure le maillon de sa politique dans la région, en particulier vis-à-vis du Nicaragua.

Alors que le "vide du pouvoir" se fait sentir, les démocrates-chrétiens eux-mêmes ont réagi et ont averti, par la voix de Morales Erlich, que "le totalitarisme risque

de s'installer rapidement, provoquant une crise interne qui déboucherait sur l'insurrection".

L'évêque auxiliaire de San Salvador, Gregorio Rosa Chavez a déclaré également que "l'on sent que l'affrontement entre l'entreprise privée et ARENA est imminent", ce qui ne peut qu'aggraver la guerre.

Seulement durant le mois d'avril, l'armée a subi 587 pertes (morts et blessés) dans les combats avec la guérilla, selon les informations données par le FMLN. Pour sa part, l'armée a déclaré avoir causé 1834 pertes à la guérilla durant ces quatre derniers mois et en reconnaît 181 dans ses rangs.

Les observateurs politiques s'accordent à dire que la situation salvadorienne a connu un durcissement ces jours derniers, et que le futur gouvernement est placé devant une alternative très claire : soit il accepte le dialogue et négocie la fin de la guerre avec le FMLN et les autres secteurs sociaux, soit il se fait réceptif aux "recommandations" de l'aile la plus extrémiste d'ARENA et approfondit le conflit pour aller vers la "guerre totale" et l'explosion sociale.

LES HONDURIENS VEULENT LA PAIX

(article extrait du journal hondurien *El Tiempo*.)

Les tergiversations de dernière minute du Honduras ont entravé l'envoi de la commission de vérification des Nations unies en Amérique centrale. Une fois de plus, le processus de paix dans la région est gêné par les initiatives parfois machiavelles du gouvernement hondurien indubitablement dicté par la Maison Blanche.

Aujourd'hui, le Honduras exige du Nicaragua qu'il retire la plainte qu'il a déposée il y a trois ans devant la Cour internationale de justice de La Haye contre l'utilisation par la Contra du territoire hondurien. Ce processus juridique suspendu par le Nicaragua, a été relancé par l'attitude du gouvernement hondurien.

Tous les Honduriens sont convaincus qu'il y a des intérêts de leur pays que le Nicaragua retire cette plainte, mais ils savent que le point de vue du Nicaragua est celui d'un pays qui a souffert de l'agression et qui a voulu, par cette démarche, créer un précédent afin que les petits pays ne se laissent plus impunément utiliser par les puissants. En réalité, le problème réside dans l'incapacité du gouvernement hondurien à négocier, comme les faits l'ont prouvé depuis trois ans que la plainte a été déposée : Azcona et son ministère des Affaires étrangères ont conduit leur politique d'une manière désastreuse.

A deux reprises au moins, le Honduras n'a pas su saisir l'occasion d'un règlement, tout d'abord lors de la signature des accords d'Esquipulas II : le gouvernement, au

A deux reprises au moins, le Honduras n'a pas su saisir l'occasion d'un règlement, tout d'abord lors de la signature des accords d'Esquipulas II : le gouvernement, au lieu de signer séparément un accord afin que la plainte soit retirée - accord dont pour finir il n'a pas respecté les clauses - aurait pu obtenir du Nicaragua qu'il retire cette plainte, comme condition à la signature d'Esquipulas II. Une autre occasion s'est présentée au moment de l'investiture du président Pérez au Venezuela. J. Azcona s'est alors entretenu avec D. Ortega, pour préparer le sommet de San Salvador. Là encore, l'occasion était bonne, mais il aurait fallu être décidé à aller jusqu'au bout et à respecter ses propres engagements.

Lorsque le président Azcona est revenu de Caracas et après la rencontre de San Salvador, il paraissait complètement sûr d'avoir obtenu que le Nicaragua retire sa plainte. Avec beaucoup d'assurance, il a prétendu qu'un petit paragraphe mystérieux de la déclaration de San Salvador contenait la solution de tous les problèmes. Il s'est même plaint des journalistes honduriens, trop bêtes pour voir la prouesse réalisée... Le petit paragraphe en question était le suivant: "Les présidents réunis s'engagent à chercher en premier lieu des solutions directement négociées pour mettre fin à la crise centraméricaine". Rien là-dedans qui indique un quelconque engagement du Nicaragua à retirer sa plainte, à laquelle il n'est fait aucune allusion explicite. Les interprétations ne servent pas dans ces cas-là, le président et ses législateurs devraient le savoir.

Maintenant, le gouvernement du Honduras lie l'application des mécanismes de vérification et de contrôle de l'ONU à ce problème de plainte à La Haye, tout ceci hors de propos et dans un contexte qui lui est plutôt défavorable de par les entraves qu'il met à la réalisation du plan de paix.

Cela intervient alors que tout le monde sait que M. Kimmitt, du département d'Etat des Etats-Unis, est venu à Tegucigalpa pour négocier la présence des contras sur notre territoire pour un an de plus, ce qui a été accepté par le Honduras. Mais également après qu'une délégation hondurienne officielle s'est rendue à Washington pour rencontrer les chefs de la Contra, reconnaissant de fait cette armée mercenaire, au lieu de les rencontrer d'une manière non-officielle à Tegucigalpa. Ceci a lieu encore au moment où la presse des Etats-Unis est en train de publier les détails nauséabonds sur la participation du gouvernement précédent dans l'affaire Iran-Contra, qui à eux seuls justifient la plainte déposée par le Nicaragua.

Ceci a lieu enfin au moment où la politique centraméricaine et la négociation bilatérale avec le Nicaragua pourraient, si elles étaient menées de manière indépendante et intelligente, conduire à une solution bénéfique pour les deux pays frères.

Ce qu'est en train de faire le Honduras par rapport à la commission de l'ONU, en plus d'être inepte, va à l'encontre de la paix et du développement régional auxquels ce pays a tant intérêt, épuisé qu'il est par les pressions en tout genre, accompagnées d'aumônes accordées au compte-gouttes, avec l'épée de Damocles de la Contra au-dessus de sa tête.

El Tiempo, 17 avril 89, Tegucigalpa, Honduras.

EN BREF :

CHUTE DE L'INFLATION

Nicaragua, 3 mai (ANN) Le gouvernement du Nicaragua a annoncé officiellement de nouvelles mesures de stimulation de la production agricole, devenues possibles grâce à la diminution de l'inflation. Au cours d'une conférence de presse, le vice-président Sergio Ramirez a indiqué que l'inflation ne s'élève qu'à 12 % en avril, ce qui représente une chute importante par rapport aux derniers mois (en décembre, elle avait atteint l'indice le plus élevé de l'histoire économique du pays avec 130 %).

Les nouvelles mesures prévoient la réduction des taux d'intérêt pour les actifs fixes, des prix minimums garantis, la diminution des tarifs pour l'irrigation, les graisses, huiles et lubrifiants, la révision des tarifs portuaires et un prix "protégé" pour le diesel, qui est le combustible le plus utilisé dans le secteur agricole. La réduction des tarifs portuaires aura un effet positif sur toute la chaîne de commercialisation des produits importés.

RENDEZ-VOUS EN JUILLET A MANAGUA

par Sergio de Castro (*Barricada Internacional*)

C'est sous l'emblème d'un coeur rouge et noir, création de l'artiste nicaraguayen Arnoldo Guillén, que se célébrera le dixième anniversaire de la révolution populaire sandiniste.

Victorieuse face à l'agression, vivant la crise économique la plus profonde de l'histoire du Nicaragua, la révolution fêtera son dixième anniversaire en pleine campagne électorale.

C'est le pluralisme et la démocratie que viendront saluer le peuple nicaraguayen et les internationalistes du monde entier. Au delà des festivités, cet anniversaire marquera un moment de réflexion approfondi et de débat sur les dix ans passés. Certaines activités sont déjà programmées:

- 4ème Biennale mondiale sur les problèmes de l'environnement "Destin et espérance de la terre", du 4 au 9 juin.
- forum "Démocratie et révolution" les 17 et 18 juillet.
- 5ème fête de la solidarité, les 22 et 23 juillet.
- 3ème rencontre des comités de solidarité, du 20 au 22 juillet.
- 2ème foire internationale du livre, du 20 au 23 juillet.

Des festivals de théâtre, de chansons, de danse se préparent aussi dans les pays. Les fêtes permettront de réaffirmer l'engagement pour la cause de l'indépendance, de la souveraineté et de l'autodétermination du Nicaragua, unique chemin possible pour la construction d'une véritable démocratie.

C'est de cette cause que tire tout son sens la devise choisie cette année pour l'anniversaire "Jamais il n'y a eu tant de patrie dans un coeur". Un coeur rouge et noir, sandiniste, nicaraguayen, internationaliste.

L'agence de presse du Nicaragua, ANN Agencia Nueva Nicaragua, Apartado 435, Managua, Nicaragua. Tel. 505-2-2'32'78. Télex: 375-1018, publie également des bulletins hebdomadaires en allemand. Directeur: Roberto García Boza.

Prix annuel pour particuliers : Ffrs 450.--/Sfrs 135.--
pour comités de solidarité : Ffrs 700.--/Sfrs 250.--
pour institutions : Ffrs 1'000.--/Sfrs 350.--

UN PAIEMENT SEMESTRIEL EST POSSIBLE

Vous pouvez vérifier la durée de votre abonnement par le biais du numéro du bulletin qui figure au-dessus de votre nom sur l'étiquette d'envoi.

Editeur: Martin Muheim. Rédactrice responsable à Zurich: Alma Noser. ANN Agencia Nueva Nicaragua, case postale 236, CH-8042 Zurich.

